



## L'emploi salarié a le vent en poupe au dernier trimestre 2018

**L'emploi salarié total en Auvergne-Rhône-Alpes accélère au quatrième trimestre 2018, porté par un secteur privé particulièrement dynamique. L'emploi intérimaire accentue son recul alors que les autres secteurs sont en pleine croissance. Le chômage se replie dans l'ensemble de la région. Les créations d'entreprises établissent un nouveau record en dépit d'une légère baisse pour le micro-entrepreneuriat. La construction neuve observe un déclin. L'activité hôtelière profite d'une excellente fin d'année.**

Annelise Robert, Frédéric Lahi, Insee

Rédaction achevée le 29 mars 2019

### Quasi-grand chelem pour l'emploi salarié

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'**emploi salarié total** accélère au quatrième trimestre 2018 (+0,4 % après +0,2 % au troisième trimestre) et creuse donc l'écart avec la France hors Mayotte où l'emploi croît de 0,2 % (*figure 1*). Auvergne-Rhône-Alpes partage avec la Bretagne la première marche du podium des régions métropolitaines les plus dynamiques ce trimestre. Dans la région, le secteur privé gagne 12 100 salariés (+0,5 %) soit 24 % des gains nationaux. Le secteur public est en légère croissance (+0,1 %) après deux trimestres en repli.

À l'exception de l'emploi intérimaire qui diminue de 1,1 %, tous les secteurs sont dynamiques en Auvergne-Rhône-Alpes. L'industrie, concentrant un sixième des emplois de la région, passe à la vitesse supérieure et augmente de 0,4 % après +0,2 % au trimestre précédent. Le secteur de la construction est également très porteur (+0,6 %), tout comme le tertiaire marchand hors intérim (+0,8 %).

Sur un an, Auvergne-Rhône-Alpes gagne 21 900 salariés, soit une hausse de 0,7 %, à peine plus rapide que le niveau national (+0,6 %). Le secteur privé est particulièrement énergique (+1,0 % dans la région contre +0,8 % en France). Au contraire, le secteur public est en repli de 0,2 %, tant dans la région qu'en France.

### L'Allier et l'Ardèche sur la touche

L'Allier et l'Ardèche sont les seuls départements en repli au dernier trimestre 2018 (respectivement -0,4 % et -0,1 %).

Le Rhône et les deux Savoie sont particulièrement moteurs avec des hausses d'au moins 0,7 %. L'Ain, la Drôme ainsi que la Haute-Loire sont dans la moyenne régionale.

En glissement annuel, le Rhône, dont les gains représentent plus de 70 % des gains régionaux, présente une forte croissance de 1,8 %. L'Isère et la Savoie suivent le rythme régional. L'Allier, l'Ardèche et la Haute-Loire subissent des pertes comprises entre -0,1 % et -0,7 %.

### 1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Auvergne-Rhône-Alpes
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Auvergne-Rhône-Alpes
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

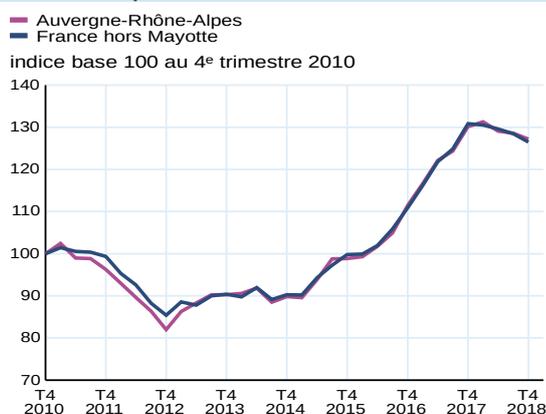
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## L'intérim en queue de peloton

Depuis trois trimestres l'emploi intérimaire fait une contre-performance dans la région (figure 2). Avec la perte de 1 200 salariés en fin d'année, le rythme s'accélère passant de -0,4 % au troisième trimestre à -1,1 % au dernier. Cependant la diminution est moins rapide dans la région qu'au niveau national (-1,5 %). Cinq départements (l'Ain, l'Ardèche, la Drôme et les deux Loire) ne sont pas touchés par ce recul. L'Isère et les deux Savoie concentrent l'essentiel des suppressions d'intérimaires.

Sur l'année, l'intérim perd plus de 2 600 salariés soit une diminution de 2,3 %, moins marquée qu'en France (-3,3 %). Seul le Rhône connaît une croissance de ce secteur.

## 2 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total. Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## Tous les secteurs tiennent la corde

En Auvergne-Rhône-Alpes, le secteur de l'industrie joue les prolongations avec une nouvelle augmentation de l'emploi de 0,4 % au quatrième trimestre (figure 3), en nette accélération (+0,2 % au trimestre précédent). Au niveau national, la croissance est plus modérée (+0,2 % après 0 %). Le Cantal est l'unique département qui perd des salariés alors que l'Allier et la Drôme sont particulièrement dynamiques (+0,9 %). La fabrication de matériel de transport est le seul secteur en léger repli (-0,1 %). Le secteur de la fabrication des autres produits industriels, qui emploie plus de la moitié des salariés de l'industrie, est en hausse modérée de 0,3 %. Les autres secteurs sont plus dynamiques avec des croissances supérieures à 0,5 %.

Sur un an, 4 300 salariés supplémentaires travaillent dans l'industrie, soit une croissance de 0,9 % dans la région, trois fois plus rapide qu'en France. Tous les secteurs sont en hausse (entre +0,3 % et +1,7 %). Seul le Puy-de-Dôme connaît un recul de l'emploi industriel.

L'emploi dans la construction progresse plus vite en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,6 %) qu'en France (+0,5 %). Au total, près de 1 100 emplois ont été créés dans la région, dont la plupart se situent dans l'Ain, le Rhône ou la Haute-Savoie. Le Puy-de-Dôme fait exception avec une baisse de 0,4 %. Sur un an, ce secteur est dynamique (+0,9 %) à l'image du national. Alors que l'Allier, l'Ardèche et la Haute-Loire sont en repli, le Puy-de-Dôme est stable. L'Ain, le Rhône et la Drôme sont au contraire très énergiques (hausse supérieure à 2,5 %).

Les services marchands hors intérim progressent de 0,8 % au dernier trimestre 2018 dans la région, rythme deux fois plus rapide qu'en France (figure 4). L'Allier perd des salariés (-0,8 %) alors que le Rhône et les deux Savoie, gros contributeurs des gains trimestriels, ont des hausses supérieures à 1 %. Hors les autres activités de service en très légère baisse (-0,1 %), tous les secteurs gagnent des salariés. L'hébergement et la restauration ainsi que l'information et communication connaissent de fortes croissances, supérieures à 1,6 %. Le secteur des activités scientifiques et

techniques (+3 400 emplois) est le plus gros contributeur de la hausse régionale. En un an, le tertiaire marchand hors intérim augmente de 1,4 %, soit 17 500 créations d'emplois. Près de deux tiers de ces nouveaux emplois ont été créés dans le Rhône (+2,6 %) et près d'un cinquième dans l'Isère (+1,7 %).

## 3 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 4 <sup>e</sup> trimestre 2018	Évolution par rapport au 3 <sup>e</sup> trimestre 2018			Évolution sur un an (en %)
		En effectif	En %	France hors Mayotte (en %)	
Agriculture	25 700	-100	-0,2	+0,2	+2,7
Industrie	484 400	+1 900	+0,4	+0,2	+0,9
Construction	178 100	+1 100	+0,6	+0,5	+1,9
Tertiaire marchand hors intérim	1 288 000	+9 600	+0,8	+0,4	+1,4
Intérim	110 000	-1 200	-1,1	-1,5	-2,3
Tertiaire non marchand	932 000	+1 200	+0,1	+0,1	-0,2
<b>Ensemble</b>	<b>3 018 100</b>	<b>+12 600</b>	<b>+0,4</b>	<b>+0,2</b>	<b>+0,7</b>

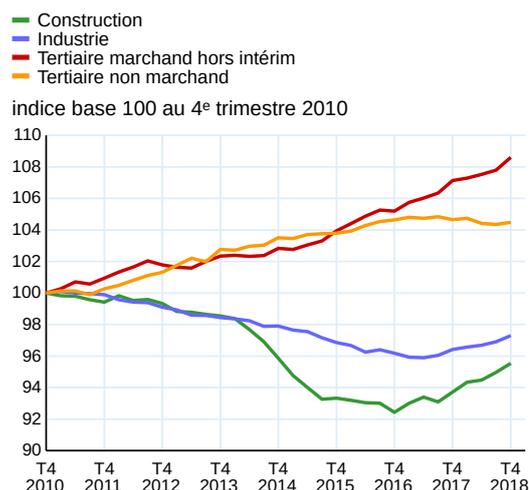
Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs. Champ : emploi salarié total.

**Avertissement :** les données du secteur agricole sont provisoires suite à des difficultés de traitement par la MSA. L'Insee réalise une estimation, en prolongeant les tendances des trimestres précédents. Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Le secteur tertiaire non marchand reprend un peu de vigueur avec une hausse de 0,1 %, semblable au niveau national. La plupart des salariés supplémentaires se trouvent en Haute-Savoie (+600 emplois) et dans le Rhône (+500 emplois). Des postes sont toutefois supprimés dans l'Allier, l'Ardèche et le Puy-de-Dôme.

En douze mois, le non marchand reste cependant en repli de 0,2 %, rythme plus marqué qu'en France (-0,1 %). Le Rhône (+0,5 %), la Savoie (+0,1 %) et la Haute-Savoie (+0,2 %) sont les rares départements à maintenir le cap.

## 4 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

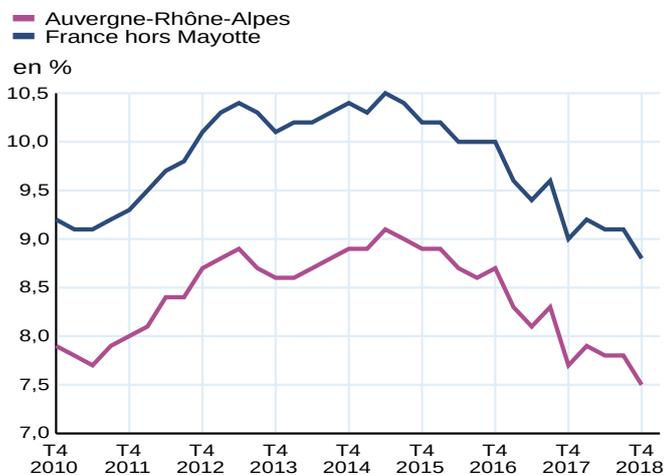
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

**Avertissement :** auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux). Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

## Le chômage sur la bonne pente

En fin d'année 2018, le **taux de chômage** en Auvergne-Rhône-Alpes fléchit nettement à 7,5 % de la population active, soit une baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. Il atteint ainsi son plus bas niveau depuis le début de la décennie. Le taux de chômage national suit la même pente et tombe à 8,8 % (figure 5). Sur l'ensemble de 2018, les taux régional et national ne diminuent tous deux que de 0,2 point, du fait d'une hausse marquée du chômage en début d'année.

### 5 Évolution du taux de chômage



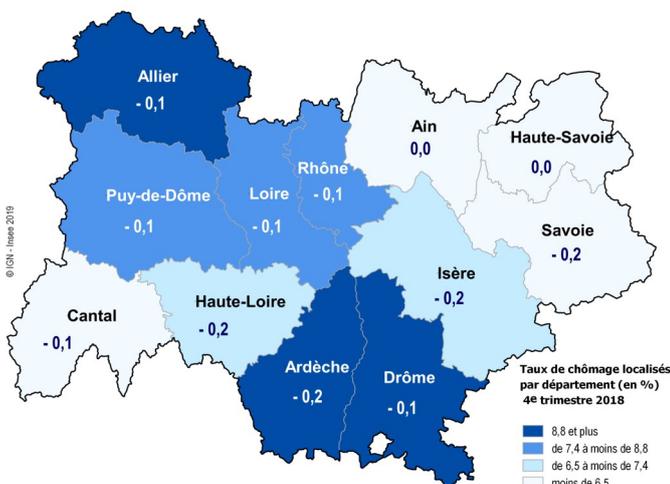
Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage localisés (Auvergne-Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France).

Pour la première fois depuis 2011, les taux de chômage départementaux sont tous inférieurs à 10 %. Ils s'échelonnent de 5,2 % pour le Cantal à 9,8 % pour l'Ardèche. Sur le trimestre, le chômage recule franchement dans l'ensemble des départements avec des baisses d'au moins 0,2 point et jusqu'à -0,4 point pour la Drôme, la Loire et le Rhône.

Sur l'ensemble de l'année 2018, hormis l'Ain et la Haute-Savoie où il reste stable, le chômage se replie dans tous les départements, mais plus timidement que sur le trimestre (figure 6).

### 6 Taux de chômage et évolution sur un an par département



Note de lecture : l'évolution du taux de chômage sur un an dans le Rhône est de -0,1 point.

Note : données provisoires pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2018.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

## Échappée des créations d'entreprises malgré l'essoufflement du micro-entrepreneuriat

Au quatrième trimestre 2018, près de 21 400 **entreprises ont été créées** en Auvergne-Rhône-Alpes, soit une hausse de 1,2 % par rapport au trimestre précédent. Le record des créations dans la région est de nouveau battu (figure 7). Le taux de croissance est toutefois moins élevé qu'au cours des derniers trimestres, en raison d'une baisse des créations de micro-entreprises, la première depuis deux ans (-1,1 %). Elle concerne en particulier les commerces (-8,4 %). Ce repli n'est pas présent au niveau national, où la croissance de l'ensemble des créations est plus important (+4,2 %), et passe la barre des 180 000 unités.

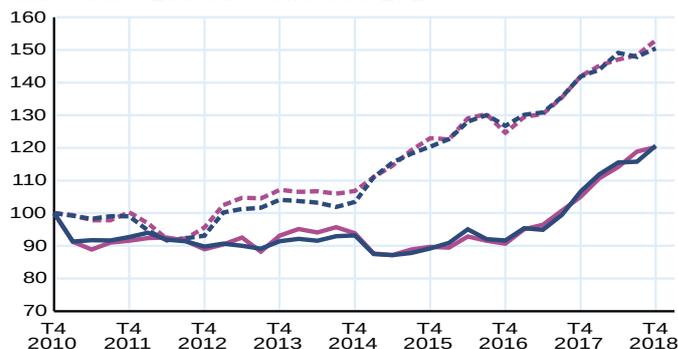
Sur un an, l'ensemble des créations régionales bondit de 14,5 %, un rythme plus marqué qu'en France (+13,1 %). Tous les secteurs dopent cette progression, avec des hausses toutes supérieures à 10 %. Malgré une fin 2018 en berne, les créations de micro-entreprises augmentent de 24,7 %, notamment dans le commerce (+44,7 %) grâce aux trois premiers trimestres très vigoureux. Les trois-quarts des nouvelles micro-entreprises appartiennent au secteur des services. Les créations d'entreprises classiques s'accroissent de 7,8 %, portées par la construction (+13,4 %) et le commerce (+11,2 %).

Près de 6 150 défaillances d'entreprises ont été recensées durant l'année 2018, soit une baisse de 5,4 % par rapport au cumul annuel du trimestre précédent. Le recul est plus prononcé qu'en France (-1,2 %).

### 7 Évolution des créations d'entreprises

- Auvergne-Rhône-Alpes hors micro-entrepreneurs
- France entière hors micro-entrepreneurs
- Auvergne-Rhône-Alpes y compris micro-entrepreneurs
- France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene).

## Moins de mises en chantier et d'autorisations de construction de logements

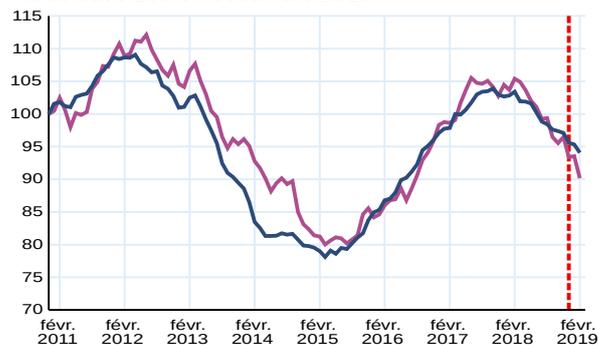
Sur l'année 2018, 63 800 **logements ont été autorisés** à la construction en Auvergne-Rhône-Alpes, soit une baisse de 9,0 % par rapport à l'année précédente (figure 8). Ce repli s'inscrit dans la tendance nationale (-7,1 % sur la période).

Ce recul s'explique par les fortes chutes de l'Isère (-16 %) et du Rhône (-30 %), pourvoyeurs majeurs dans le domaine de la construction régionale. La baisse est toutefois contenue par les hausses de la Loire (+10 %), de la Savoie (+15 %) et de la Haute-Savoie (+11 %). Celle-ci devient le premier département de la région en termes de logements autorisés (23 % du total régional). En comparaison du cumul annuel du troisième trimestre 2018, le déclin est moins marqué avec -2,9 %, du fait notamment de disparités moins importantes dans les départements. Cette baisse est similaire au niveau national (-2,2 %).

## 8 Évolution du nombre de logements autorisés

— Auvergne-Rhône-Alpes — France hors Mayotte

indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, Sit@del2.

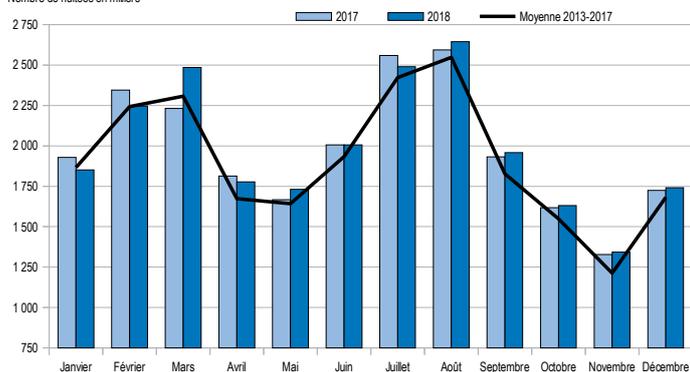
Les mises en chantier de logements suivent la même pente, avec un repli de 9,2 % par rapport à 2017, un rythme toujours plus marqué qu'en France (-7,0 %). Les chutes libres de la Haute-Savoie (-9 %) et surtout du Rhône (-26 %) ne sont pas compensées par les progressions de la Savoie (+23 %) et, dans une moindre mesure, du Puy-de-Dôme (+5 %).

### L'hôtellerie fin 2018 en pole position

L'activité hôtelière du quatrième trimestre marque une fréquentation record avec 4,7 millions de nuitées. Pour chacun des trois mois, la fréquentation 2018 est la plus élevée de la décennie, y compris pour le mois de novembre, historiquement le moins prolifique de l'année, avec 1,35 millions de nuitées (figure 9). Par rapport à la fin de l'année précédente, la Haute-Savoie met les gaz avec une hausse de 6,3 %, portée par un mois de décembre particulièrement favorable. Elle est talonnée par le Rhône avec une progression de 4,2 %, grâce à une forte activité durant les mois d'octobre et novembre. À l'inverse, les départements du Puy-de-Dôme et du Cantal encaissent des reculs importants avec respectivement -8,3 % et -15,3 %. Le taux d'occupation des chambres reste stable (54 %).

## 9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Nombre de nuitées en milliers



Note : données mensuelles brutes.

**Avertissement :** le champ de l'enquête Hôtellerie a évolué en 2017, seize hôtels de montagne de taille importante ayant quitté l'enquête, minorant le nombre de nuitées enregistrées notamment en Savoie et Haute-Savoie.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquête hôtellerie 2013-2018.

Traditionnellement élevée dans cette période moins touristique, la clientèle d'affaires est stable à 56 % des nuitées régionales, malgré de forts replis dans l'Isère, la Loire et la Savoie (baisse comprises entre 9 % et 10 %). Le niveau régional se maintient grâce à d'importantes progressions dans l'Allier (+5,4 %), l'Ardèche (+5,8 %) et la Drôme (+6,8 %) ainsi que grâce à l'augmentation plus timide du Rhône (+2,2 %), qui représente plus du tiers des nuitées régionales.

La clientèle résidant à l'étranger s'accroît légèrement, représentant 22 % de la fréquentation régionale. Elle reste très faible dans les quatre départements auvergnats, où elle ne dépasse pas 9 % des nuitées totales. Elle est en hausse dans le Rhône et les deux Savoie, qui cumulent la moitié des nuitées de clients en provenance de l'étranger. ■

### L'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de +0,3 % par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du *Brexit* perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de *Hard Brexit* intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le *shutdown* pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

### L'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+0,4 % de croissance par trimestre après +0,3 % au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de +1,1 % à mi-année, après +1,6 % de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

**Insee Auvergne-Rhône-Alpes**  
165 rue Garibaldi - BP 3184  
69401 Lyon cedex 03

**Directeur de la publication :**  
Jean-Philippe Grouthier

**Rédaction en chef :**  
Aude Lécroart  
Philippe Mossant

ISSN (en ligne) : 2493-0822

© Insee 2019

## Pour en savoir plus

• « Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tension », Note de conjoncture nationale, Insee, mars 2019 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3898027>

